
Objet : La guerre contre Israël se mène aussi avec les mots [Analyse] - Ména -

De : Metula News Agency (redaction@menapress.org)

À : esilber@sympatico.ca;

Date : Dimanche 21 février 2016 10h16

Metula News Agency ©

La Ména est une agence d'analyse, de ré-information et de reportage de proximité

Copyright © 2016 Metula News Agency – Informations utiles en fin d'article

L'élément tragique de l'homme moderne, ce n'est pas qu'il ignore le sens de la vie, c'est que cela le dérange de moins en moins (Vaclav Havel)

Pour s'acquitter du paiement de son abonnement à la **Ména**, cliquez [\[ICI\]](#)

La guerre contre Israël se mène aussi avec les mots (info # 012102/16) [\[Analyse\]](#)

Par Guy Millière © Metula News Agency

Le chaos qui s'est emparé de diverses régions du grand Moyen Orient et qui menace de se transformer en guerre régionale a fait qu'Israël s'est beaucoup moins trouvé au centre de l'actualité ces derniers mois. Israël, malgré les assassinats abjects perpétrés par des gens imprégnés de la haine que l'Autorité Palestinienne et des mouvements djihadistes déversent dans leur tête, fait figure d'îlot de stabilité au milieu du bruit et de la fureur.

Néanmoins, des manœuvres anti-israéliennes se préparent, à l'instigation de la France, de l'Union Européenne et de l'administration Obama. Ces manœuvres sont des actes de guerre menés par des moyens diplomatiques et relèvent de ce qu'en anglais on appelle *lawfare* : une guerre asymétrique menée par le biais du « droit international » aux fins de nuire à l'ennemi désigné.

Ces manœuvres progressent d'autant plus facilement que la façon dont elles sont décrites les font passer pour ce qu'elles ne sont pas : il est question sans cesse de « gestes pour la paix », alors que les gestes en question sont des actes de déstabilisation contre Israël.

Il est question de « droit international » lorsque les manœuvres ont lieu aux Nations Unies ; comme si les Nations Unies étaient en quoi que ce soit une instance où s'énonce et se décrète un « droit international » digne de ce nom, et comme si ce qui se décide dans l'assemblée générale de cette institution n'était pas, les trois quarts du temps, un tissu d'inepties grotesques et monstrueuses, concoctées par des tyrannies, des dictatures et des satrapies.

On parle de décisions prises par le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, où Israël est régulièrement condamné pour de prétendues violations desdits droits par des pays aussi respectueux de ceux-ci que l'Iran des mollahs.

Ces manœuvres progressent facilement parce que les termes employés sont falsificateurs, qu'ils ne se limitent pas seulement aux concepts de « droit international » et « droits de l'homme », mais parce qu'ils englobent aussi les mots utilisés pour stigmatiser Israël et le contexte géopolitique dans lequel Israël se démène.

Le plus souvent, ceux qui sont en charge de répondre et de défendre Israël reprennent les mots qui leur sont jetés au visage, et se situent dès lors immédiatement sur un terrain où ils ont perdu d'avance.

J'écris depuis des années qu'il est très important de ne jamais se situer sur le terrain de l'ennemi si l'on veut l'emporter, et j'insiste : les défenseurs d'Israël se placent très souvent sur le terrain de l'ennemi.

Le conseil que je ne cesse de donner est de procéder autrement.

Il me semble très important de ne jamais, strictement jamais, accepter l'expression « droit international », lorsqu'il s'agit d'une décision de l'ONU. Lorsque l'on m'en parle, je réponds en mentionnant les tyrannies, les dictatures, les satrapies, et en demandant si ce sont des tyrans, des dictateurs et des satrapes qui sont à même de dire le droit.

Il me semble tout aussi important de ne jamais, strictement jamais, accepter l'expression « droits de l'homme » quand elle émane du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies. Lorsque l'on évoque ce Conseil devant moi, je réponds qu'une instance où on peut acclamer des fanatiques racistes et antisémites n'a pas la moindre légitimité pour parler de droits de l'homme.

Quand on me parle de Cisjordanie, je dis que je ne comprends pas le mot, et j'ajoute : « Vous voulez parler de ce territoire occupé de force par la Jordanie pendant dix-huit ans ? Ce territoire ne s'est appelé ainsi que de 1949 à 1967 ; son nom, depuis des millénaires, est Judée-Samarie. Seuls trois pays ont reconnu l'occupation de la Judée Samarie par la Jordanie : le Royaume Uni, l'Irak et le Pakistan. Etes-vous Britannique, Irakien, Pakistanais ? ».

Quand on me parle de « colonies israéliennes », je réponds : « Vous voulez dire villes et villages juifs en Judée-Samarie ? Etes-vous favorables à l'épuration ethnique quand il s'agit de Juifs ? Vous avez quelque chose contre les Juifs ? ».

Quand on me parle de « territoires palestiniens », je réponds : « Quand exactement ces territoires ont-ils été palestiniens ? Pas au temps où la Jordanie les occupait. Pas au temps où ils étaient sous mandat britannique. Pas non plus au temps où ils étaient sous gestion ottomane. Pouvez-vous me dire quand il y a eu là un pays ou une entité étatique appelés Palestine. Cela m'intéresse ».

Quand on me parle de « peuple palestinien », je réponds, également très intéressé : « Pouvez-vous me parler de l'histoire du peuple palestinien au cours des derniers siècles. Ce peuple doit avoir une histoire, une culture qui lui est propre, une langue qui lui est propre. J'aimerais écrire un livre sur l'histoire du peuple palestinien, sur sa culture, sa langue. Si vous avez des documents qui datent d'avant 1970, je suis preneur ».

Quand on me parle des souffrances des « Palestiniens », je réponds : « C'est effectivement très dur d'avoir des dirigeants tyranniques et corrompus qui endoctrinent vos enfants aux fins d'en faire des assassins. Je pense que ces gens ne devraient pas être sous la coupe de crapules telles que Mahmoud Abbas. Ils devraient être délivrés de crapules de ce genre ».



L'hôtel 5 étoiles *Al Mashtal* (la plantation) à Gaza

Une "prison à ciel ouvert" ? Comme on en trouve à Alep ou a Mosul ?

Quand, dans une émission de télévision, on m'a parlé de « Gaza, prison à ciel ouvert », j'ai demandé à mon interlocuteur ce qui empêchait Gaza d'être le Hong Kong du Proche-Orient. Comme mon interlocuteur avait l'air désespéré, je l'ai aidé à répondre : « Apprenez aux habitants de Gaza à respecter leurs voisins, à pratiquer les échanges commerciaux avec eux, à exploiter le sol comme le faisaient les Israéliens pendant qu'ils étaient présents dans la bande côtière, à vivre selon l'esprit d'entreprise ! Faites de Gaza un paradis fiscal où les droits de propriété de chacun et le respect de la personne humaine sont garantis, et l'essor de Gaza sera fulgurant, les frontières s'ouvriront, et les Israéliens seront heureux d'apprendre aux habitants de Gaza comment créer des start-up profitables ».

Les ennemis d'Israël sont très à l'aise quand on accepte de se placer sur leur terrain dialectique. Mais quand on le quitte et que l'on montre la facticité de leurs arguments, ils s'effondrent.

Metula News Agency ©

Cette diffusion est destinée aux professionnels de l'information aussi bien qu'aux personnes privées.

Toute reproduction entière ou partielle de cet article est strictement soumise à la détention d'un contrat ad hoc valide selon les conditions générales de la Metula News Agency.

Pour cesser de recevoir nos dépêches, pressez sur « désinscrire » à la fin de cet article.

Sans manifestation de votre part nous considérerons que vous souhaitez continuer à recevoir nos dépêches.

Le site de la Ména : www.menapress.org

Le forum de la Ména : <http://www.menapress.org/forum.html>

Les nouveaux e-mails de la Ména :

redaction@metulanews.info pour communiquer avec notre rédaction.

info@metulanews.info pour les questions administratives, commerciales et comptables.

Pour annuler votre abonnement cliquez ici : [Take Me Out!](#)

Pièces jointes

- hotelalmashtal.gif (87,19 Ko)